

Une Fed divisée abaisse ses taux directeurs

POLITIQUE MONÉTAIRE. La banque centrale américaine a réduit sans surprise ses taux d'intérêt face aux risques pesant sur le marché du travail, une décision qui n'a pas fait l'unanimité.

La Réserve fédérale américaine (Fed) a réduit mercredi ses taux d'intérêt pour la deuxième fois d'affilée, une décision qui n'a pas fait l'unanimité en son sein, son président prévenant qu'une détente supplémentaire était «loin» d'être acquise à la réunion suivante. La baisse, d'un quart de point ramène les taux directeurs dans une fourchette comprise entre 3,75% et 4%. Il s'agit de la deuxième détente de l'année. Le compteur s'est ouvert lors de la précédente réunion, en septembre.

Cette action, massivement anticipée par les marchés financiers, revêt un caractère inhabituel: deux des douze votants s'y sont opposés. Le gouverneur Stephen Miran, récemment promu par le président Donald Trump, voulait – comme le mois précédent – une baisse plus forte, d'un demi-point. Ce n'est pas une surprise, il l'avait largement médiatisé.

Quant au président de la Fed régionale de Kansas City, Jeffrey Schmid, il ne voulait pas de détente du tout. Dans un discours au début du mois, il avait fait comprendre qu'il trouvait l'inflation trop élevée



Keystone

Jerome Powell. Le président de la Fed a indiqué en conférence de presse que les responsables de la banque centrale sont encore plus divisés sur la conduite à tenir lors de la prochaine réunion, les 9 et 10 décembre.

pour assouplir davantage la politique monétaire.

Les responsables de la banque centrale sont encore plus divisés sur la conduite à suivre lors de la prochaine réunion, les 9 et 10 décembre, a rapporté son président Jerome Powell

en conférence de presse. «Une réduction supplémentaire des taux directeurs lors de la réunion de décembre n'est pas acquise, loin de là», a-t-il lancé. Cela a quelque peu douché les espoirs des marchés financiers, qui pariaient largement

sur la poursuite d'une politique plus accommodante. Wall Street, qui évoluait en hausse, s'est retournée après cette déclaration. Les indices ont ensuite clôturé la séance en ordre dispersé.

«Une baisse des taux en décembre reste toujours très probable. Aucun des responsables de la Fed ne veut porter la responsabilité d'un ralentissement ou d'une récession», a réagi dans une note Heather

Long, économiste pour la banque Navy Federal Credit Union, qui redoute de voir les licenciements se multiplier.

La brume du «shutdown»

Pour expliquer sa décision du jour, la Fed met en avant dans son communiqué l'augmentation des risques pesant sur le marché du travail «ces derniers mois». Les créations d'emplois se sont effondrées, sans faire déraper le taux de chômage, dans une économie chamboulée par les droits de douane mis en place par l'exécutif et la politique dure en matière d'immigration, qui réduit le nombre de travailleurs mais aussi le nombre de personnes consommant dans le pays.

C'est dans ce contexte que les banquiers centraux américains ont perdu une partie de leurs boussoles. Après avoir eu du mal à jauger l'impact du choc douanier, ils ne disposent plus ces derniers temps des indicateurs officiels produits par les services gouvernementaux

en raison de la paralysie budgétaire («shutdown») en cours. Jerome Powell a observé que ce blocage, qui suspend le versement des salaires de centaines de milliers de fonctionnaires, allait «peser sur l'activité économique», mais estimé que «cet impact devrait être compensé quand le shutdown sera terminé».

La banque centrale a par ailleurs indiqué qu'elle allait arrêter le 1^{er} décembre sa politique dite de resserrement quantitatif.

Jusqu'ici, elle ne renouvelait plus systématiquement les titres en sa possession quand ils arrivaient à échéance, comme les obligations d'Etat. Cela a permis d'alléger nettement son bilan, qui avait explosé au moment de la pandémie de Covid-19. En reprenant ses achats, elle remet des liquidités dans l'économie, ce qui est une façon de la soutenir.

«Cette décision constitue un soutien majeur pour le marché obligataire, mais signale également les préoccupations croissantes du comité concernant le marché du travail», a commenté Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique de Lombard Odier IM.

Alors que Donald Trump n'a cessé de réclamer des baisses de taux depuis son retour au pouvoir en janvier, sa volonté d'influencer la politique monétaire a été moins manifeste cette fois-ci.

Le chef de l'Etat a aussi accordé un peu de répit à Jerome Powell, qu'il avait cherché à pousser dehors. Désormais, il évalue les candidats susceptibles de le remplacer à la fin de son mandat, au printemps. (afp)